



Moh Clichy ou l'itinéraire d'un infatigable battant

Pourquoi avoir choisi M. Mohamed Ghafir, du nom de guerre «Moh Clichy», pour nous évoquer les massacres du 17 Octobre 1961? D'abord, parce qu'il a été un des acteurs de cet important événement dans la guerre de Libération nationale et, ensuite, parce qu'il en a inlassablement témoigné en prenant la parole et en réunissant de nombreux écrits et témoignages qu'il a consignés dans un ouvrage, Droit d'évocation et de souvenance sur le 17 Octobre.

Un livre publié en 2001 et enrichi depuis de 3 autres versions complétées de documents précieux.

Qui est Moh Clichy ? Né en 1934 à Guenzet (Sétif), Mohamed Ghafir décroche un certificat d'études primaires dans sa ville natale.

Il ne peut toutefois poursuivre des études classiques au lycée et se tourne vers la formation professionnelle.

Recherché comme insoumis, il est arrêté le 1^{er} août 1955 et transféré à la caserne Bizot de Blida d'où il s'échappe 15 jours après à l'occasion d'une permission. Il se rend alors par bateau à Marseille puis rejoint Paris où il s'installe à Clichy. C'est là que va se faire toute sa vie militante et

que va se concrétiser son engagement total au service de l'indépendance de l'Algérie. Dès septembre 1955, il adhère au FLN et devient en 1956 responsable du secteur de Clichy et est désigné en 1957 responsable de toute la région nord de Paris.

En 1958, il est arrêté par la DST, présenté au juge et condamné le 30 juillet 1958, d'abord à 2 ans de prison, puis, en appel, à trois ans pour avoir fait au sein du tribunal une déclaration incendiaire contre l'occupation et annoncé la suite de la lutte. Après 39 mois de détention, Moh Clichy a été libéré du camp de Larzac, sur intervention de la Croix-Rouge, du collectif des avocats du FLN et du service

social du camp, eu égard à de sérieux problèmes de santé. Il est alors hébergé par Mourad Oussedik qui le met en contact avec l'Organisation (FLN).

Il élabore en juillet 1961 (bien avant le 17 octobre) un rapport axé sur la répression et les multiples rafles et perquisitions que subissent les compatriotes, notamment de la part de harkis ramenés spécialement d'Algérie pour contenir l'immigration structurée au sein du FLN.

Ce rapport, envoyé à sa hiérarchie, décrit parfaitement la situation à Paris.

En octobre 1961, Moh Clichy a été un des acteurs coorganisateurs de la marche pacifique du mardi 17 Octobre 1961 à Paris, en



Photos : DR

réponse à la mesure discriminatoire du couvre-feu raciste décrété par le préfet de police de la Seine, Maurice Papon, à l'encontre des Algériens. A l'indépendan-

ce, Moh Clichy regagne l'Algérie pour y travailler dans diverses administrations ou entreprises. Il prend sa retraite en juin 1988 et se lance alors dans

ce qu'il considère comme un devoir suprême : dire l'histoire, raconter ce qu'a été la bataille du FLN en France.

Khedidja Baba-Ahmed



Droit d'évocation et de souvenance sur le 17 octobre 1961 à Paris, livre de Moh Clichy

Encouragé par l'historien Jean-Luc Einaudi qui a commis de nombreux ouvrages et textes sur le 17 Octobre 1961, Moh Clichy, ayant été un coorganisateur de la marche pacifique des Algériens à Paris, s'est laissé convaincre et a commencé un long périple de collecte, d'organisation et de mise en forme de son témoignage.

Après la publication de la 1^{re} édition en 2011, il publia la 2^e en 2012, la 3^e en 2013, puis la 4^e en 2015.

Le livre a été co-préfacé par Jean Luc Einaudi, l'infatigable historien qui a tant écrit sur ce massacre, et le professeur algérien de lettres, Boualem Aidoun.

Au fur et à mesure, cet ouvrage, qui

est passé de 300 à plus de 600 pages, se voit enrichi de documents de différentes natures : lettres, copies de déclarations ; textes de communications, copies de courrier de la Fédération FLN en France ; copies de décisions de justice ; attestations ; articles divers sur l'événement et photos nombreuses... L'auteur, pour la compréhension du 17 Octobre 61, l'a restitué dans le contexte global de la situation dans le pays et en France. Ainsi y sont largement évoqués le rôle de l'émigration dans le mouvement national, ainsi que la répression et les actes racistes qu'elle a subis.

La chronologie du 17 Octobre y est ensuite abordée et argumentée par une multitude de documents officiels fran-

çais ayant participé à son enclenchement ou encore les positions algériennes de la Fédération FLN de France face à cette situation.

Le crime lui-même (Algériens jetés à la Seine, incarcérations dans des stades et autres hangars, expulsions massives vers l'Algérie...) occupe de larges extraits.

L'impact de la manifestation sur la suite des événements boucle en quelque sorte cette chronologie, complétée encore dans cette 4^e et dernière mouture par un cahier spécial consacré par l'auteur et par d'autres à de nombreux hommages à Jean Luc Einaudi, décédé le 22 mars 2014.

Khedidja B.- A.

Bref rappel des massacres du 17 Octobre 1961 à Paris

La guerre de libération se déroule depuis 8 ans sur le territoire national en ce 17 Octobre 1961. A Paris, les vexations, intimidations, internements, en fait la répression, redouble de férocité comme s'intensifie la guerre sur le sol algérien. Quelques jours auparavant, le 5 octobre 1961, le préfet de police Maurice Papon émet une circulaire très largement diffusée aux préfectures de police et qui dit, en substance : «J'ai décidé de prononcer le couvre-feu pour les Français musulmans d'Algérie de 20h30 à 5h30. En réaction, plusieurs dizaines d'Algériens et algériennes, à l'appel de la Fédération du FLN, défilent le 17 Octobre dans les rues de Paris, pacifiquement, souvent en famille, pour protester contre cette mesure raciste qui ne s'applique qu'à l'encontre des seuls «Français musulmans d'Algérie».

Des témoins racontent : à la sortie des métros, des hommes et des femmes sont systématiquement

matraqués sur le boulevard Bonne Nouvelle, du Pont de Neuilly au Pont Neuf.

Une chasse à l'homme terrifiante s'engage, la police poursuivant les Algériens dans les immeubles où ils se réfugient, tirant à bout portant et en noyant un grand nombre (toujours inconnu) en les précipitant dans la Seine, par-dessus le Pont Saint-Michel.

Selon de nombreux témoignages : «Plus de 10 000 Algériens sont arrêtés au faciès et internés au palais des Sports, au Parc des expositions, et au stade Pierre de Coubertin. À leur arrivée, les manifestants sont systématiquement battus. Dans l'enceinte de ces lieux, on assiste à des exécutions et de nombreux hommes décéderont des suites de leurs blessures. La répression dure plusieurs jours, avec des exécutions sommaires, des tortures, des noyades et des déportations, sans que personne intervienne.»

K. B.-A.

